

## Repères sur la Turquie n° 7

### *Les partis politiques turcs à la veille des législatives de juin 2011*

**Julien Cécillon**

#### Les partis politiques en Turquie : variété et fragilité

La scène partisane turque témoigne à la fois de la vitalité et de la fragilité du processus démocratique turc. Certes, le nombre de partis politiques existants ou défunts fait de la Turquie un pays où un spectre très large d'opinions est traditionnellement représenté dans le débat public. Mais cette profusion de partis dessine aussi un paysage politique excessivement fragmenté, révélateur d'un multipartisme débridé depuis la fin du régime du parti unique, en 1950. Les partis politiques turcs ne vivent pas forcément longtemps, ils apparaissent et disparaissent en fonction des personnalités qui les mènent, des affaires qui les touchent, mais aussi des coups d'Etats ou des dissolutions prononcées par la Cour constitutionnelle. Des partis comme l'ANAP (*Anavatan Partisi* - Parti de la mère patrie) ou le DYP (*Doğru Yol Partisi* – *Parti de la juste voie*) qui dominaient la vie politique turque dans les années 1990 sont aujourd'hui quasiment absents du paysage. La longévité du CHP (*Cumhuriyet Halk Partisi* – Parti républicain du peuple), le parti kémaliste originel, créé en 1923, reste une exception. Aujourd'hui principal parti d'opposition, il est le plus ancien des partis politiques turcs, mais il a lui aussi disparu entre 1980 et 1992, date à laquelle il fut refondé.

Les interférences chroniques de l'appareil militaire et judiciaire dans la vie politique turque ont été à l'origine de la plupart des disparitions de partis. Une soixantaine de partis ont été dissous depuis les années 1950. Si tous types de partis ont pu être autoritairement dissous, notamment lors des

**Retour sur la scène partisane en Turquie à la veille des élections législatives : cadre d'existence, financement, sociologie et programmes dans la campagne de 2011.**

Julien Cécillon est assistant de recherche pour le programme « Turquie contemporaine » de l'Ifri.

« **Repères sur la Turquie** » propose tous les deux mois un éclairage ponctuel original sur des sujets d'actualité.

**Programme « Turquie contemporaine »**  
Le programme de recherche « Turquie Contemporaine » de l'Ifri offre régulièrement des outils d'analyse à destination du grand public et des décideurs. Il vise également à promouvoir le dialogue franco-turc à travers des partenariats diversifiés entre les sociétés civiles des deux pays.

coups d'Etats, les partis pro-kurdes, communistes, d'extrême gauche et les partis d'inspiration islamiste ont été les principales cibles des interdictions. Six partis pro-kurdes se sont ainsi succédés depuis 1991, chacun d'entre eux ayant été dissout puis systématiquement reformé après coup sous un nom différent (1).

Les rapports entretenus avec l'armée, l'establishment bureaucratique et l'appareil judiciaire déterminent en partie la capacité d'action voire l'existence même des partis. Lorsque des partis plus ou moins hostiles à la tutelle militaire ou judiciaire se hissent au pouvoir, leurs conflits se transposent au plus haut sommet de l'Etat. Le cas du parti islamiste *Refah Partisi* (RP - Parti de la vertu), après les élections législatives de 1995, en est la meilleure illustration. Le choix de l'affrontement avec l'armée assumé par Necmettin Erbakan, leader du RP devenu Premier ministre en 1996, a entraîné sa chute dès 1997 et la dissolution de son parti en 1998.

Un rapport de force similaire s'est établi avec l'accession au pouvoir de l'AKP (*Adalet ve Kalkınma Partisi* - Parti pour la justice et le développement), lui même issu du RP mais ayant adopté un positionnement plus au centre. Prudent dans un premier temps, l'AKP défie l'armée à partir de 2007 : après avoir largement remporté les législatives du mois de juillet, il parvient à faire élire Abdullah Gül à la présidence de la République. Ces succès ont exacerbé les tensions avec le système judiciaire, traditionnellement kémaliste. En mars 2008, en réaction à la volonté de l'AKP de lever l'interdiction du voile à l'Université, le Procureur général de la Cour de cassation, Abdurrahman Yalçinkaya, dépose un recours devant la Cour constitutionnelle turque visant à dissoudre le parti pour cause « d'activités anti-laïques ». L'AKP a finalement échappé de justesse à la dissolution tout en écopant de sanctions financières : il a été privé de la moitié de ses financements publics cette année là (2).

### **Un système de financement controversé**

En application de la loi sur les partis politiques de 1983, l'Etat turc finance chaque année ceux dont le score a dépassé les 10% aux précédentes élections législatives, selon un montant proportionnel aux votes obtenus. Les partis qui ont obtenu entre 7 et 10% des votes reçoivent également un financement, calculé à partir de la contribution que reçoit le dernier parti dépassant les 10%. En année électorale, chaque contribution est doublée. Ce système favorise donc systématiquement les partis qui sont déjà représentés au Parlement.

Les donations aux partis politiques par des personnes privées ou des organisations sont encadrées ; en revanche il existe un vide juridique

sur la possibilité des politiciens de se financer par eux mêmes. Il est donc possible de financer un parti via ses députés ou ses candidats (3). En outre, on constate de graves lacunes sur les comptes soumis par les partis à la Cour constitutionnelle : ils ne transmettent pas toujours les informations concernant les « entités liées aux partis ou sous leur contrôle », et de nombreuses données sont absentes, notamment les donations non financières (4). La Cour constitutionnelle manque en outre, de moyens pour procéder à un contrôle sérieux.

## Les principaux partis dans la campagne 2011

Quinze partis participent aux élections législatives de juin 2011, où un certain nombre de candidats indépendants seront également en lice. La composition des listes électorales et les différents programmes témoignent d'un authentique renouvellement de la scène politique turque ; sur les 550 députés de l'actuel Parlement, 265 ne se représentent pas.

### **Les ambitions de l'AKP**

L'AKP a été créé en 2001 par Recep Tayyip Erdoğan, à l'époque maire d'Istanbul et aujourd'hui Premier ministre. Le parti incarnait alors une rupture réformiste avec la mouvance islamiste dont l'énième incarnation, le *Refah Partisi*, venait d'être dissoute. De nombreux cadres du RP ont suivi Erdoğan à l'AKP, tel l'actuel président de la République Abdullah Gül. Le nouveau parti a réussi à conserver le fond islamiste tout en séduisant un électorat de centre droit, traditionnellement majoritaire en Turquie. Il met en avant un discours socialement conservateur et pro-économie de marché, qui joue sur la fibre nationale sans pour autant survaloriser l'héritage kémaliste.

Sociologiquement, l'AKP est l'incarnation d'une élite turque montante anatolienne, plus conservatrice, qui gravite autour des entrepreneurs réunis dans des organisations comme la MÜSIAD (*Müstakil Sanayici ve İş Adamları Derneği* – Association des industriels et hommes d'affaires indépendants). Le parti bénéficie du soutien des classes moyennes traditionalistes issues de villes comme Kayseri ou Konya, tout en ayant de fortes bases à Ankara et Istanbul. Des intellectuels libéraux ainsi qu'une partie des classes moyennes supérieures se sont dans un premier temps ralliés à l'AKP notamment sur son agenda pro-européen. Le parti a connu de forts succès dans le Sud-est en 2007 grâce à une stratégie d'ouverture, en plaçant sur ses listes des candidats kurdes qui exaltaient le caractère unificateur de l'Islam sunnite, pour dépasser la division ethnique Turcs/Kurdes.

L'AKP a une forte implantation locale, avec de nombreux bureaux disséminés dans les villes, villages et quartiers. Il s'appuie sur un maillage territorial sans précédent et mobilise des troupes extrêmement disciplinées, très efficaces en période électorale. La personnalité et le charisme d'Erdoğan font aussi beaucoup pour le succès du parti.

Le programme de campagne de l'AKP pour 2011, intitulé « La Turquie est prête : objectif 2023 », insiste sur le bilan économique du gouvernement. L'horizon d'action affiché n'est pas 2015, date de fin de la prochaine législature, mais 2023, date anniversaire du centenaire de la République de Turquie. Selon l'AKP, la Turquie sera devenue à cette date la 10<sup>ème</sup> puissance économique mondiale, avec un revenu de 25 000 \$ par habitant. Elle produira alors ses propres avions, tanks et hélicoptères et disposera de trois réacteurs nucléaires en activité. Le développement d'Istanbul est l'objet de toutes les attentions : construction d'un troisième pont, de deux tunnels sous le Bosphore, d'un troisième aéroport et de deux « villes nouvelles » en périphérie. Ces propositions viennent s'ajouter au projet pharaonique d'un canal parallèle au Bosphore, entre la mer Noire et la mer de Marmara. L'AKP tente également de muscler son discours social, en annonçant la mise en place de centres pour évaluer les besoins des familles en difficulté. Le programme comporte cependant de nombreuses zones d'ombres, notamment sur le projet de « Constitution démocratique » qui reste très vague. Concernant la politique étrangère, l'objectif d'adhésion à l'UE est réaffirmé ; l'AKP dénonce l'attitude « injuste » de « certains pays européens » qui s'oppose à l'adhésion turque et soutient que le projet européen est voué à l'échec sans la Turquie. Au-delà, l'ambition est de faire de la Turquie un « pays leader » (*lider ülke*), présent partout dans le monde, en conformité avec le principe de la « diplomatie à 360 degrés » du ministre des Affaires étrangères, Ahmet Davutoğlu.

L'AKP a considérablement renouvelé ses listes, où ne figurent que 167 des députés sortants sur 341. Tous les membres du gouvernement actuels se représentent, à l'exception de la ministre de la famille Selma Aliye Kavaf (5). La popularité, l'activité dans le parti et la fidélité à Erdoğan ont été des critères décisifs pour la sélection des candidats. Des personnalités « rebelles » ont été remerciées, comme Vahit Erdem ou Hilmi Güler (6). Des proches collaborateurs du Premier ministre ont en revanche été favorisés, comme ses anciens conseillers Yalçın Akdoğan et Emrullah İşler, et Çağatay Kılıç, ancien traducteur. D'anciens membres actifs des branches jeunes AKP sont également présents sur les listes (Zerkif Kardal et Fatih Şahin), où l'on trouve aussi des candidats « d'ouverture », comme le footballeur Hakan Şükür ou Ahmet Türkeş, le fils d'Alparslan Türkeş, fondateur du parti d'extrême droite MHP (*Milliyetçi Hareket Partisi* - Parti d'action nationaliste). Parmi les 78 femmes présentées comme candidates, une quarantaine pourrait être élue ; une

seule d'entre elles porte le voile, à Antalya, mais n'a guère de chance d'être élue.

Plus de la moitié des députés d'origine kurde ont également été sortis des listes, notamment Dengir Mir Mehmet Firat et İhsan Arslan, tous deux très impliqués dans l'« ouverture kurde ». On peut en déduire que l'AKP compte moins sur le vote kurde, choix inspiré par l'abstention dans le Sud-est lors du référendum de septembre 2010 (7). Erdoğan développe en outre une rhétorique particulièrement nationaliste qui confirme sa stratégie électorale : chasser sur les terres du MHP et récupérer une grande partie des 71 sièges que celui-ci occupe actuellement.

### **Le CHP : le renouveau passera-t-il par les urnes ?**

Principal parti d'opposition, le CHP se présente comme le gardien de l'idéologie kémaliste. Il est traditionnellement enraciné à l'ouest et au sud-ouest de la Turquie, parmi les classes moyennes et supérieures, laïques et occidentalisées. Dirigé pendant quinze ans par Deniz Baykal, le parti s'était progressivement confit dans un immobilisme qui lui avait valu deux défaites électorales en 2002 et 2007. Mais le parti connaît un vrai bouleversement depuis mai 2010, avec l'avènement d'un nouveau leader, Kemal Kılıçdaroğlu. Ancien haut fonctionnaire, Alévi d'origine kurde, celui qu'on a surnommé « Gandhi Kemal » pour son physique menu et sa modestie s'efforce désormais de rénover le parti.

La plus grande partie de l'équipe précédente a été sortie des listes ; seuls 23 des 101 députés actuels ont été maintenus. On compte 109 femmes parmi les candidats, dont une petite moitié pourrait être élue. Une importante ouverture a été opérée au centre droit, avec l'intégration dans les listes d'anciens du DYP ou de l'ANAP. Détails plus intrigant, plusieurs candidats, comme le journaliste Mustafa Balbay, l'ancien président de la chambre de commerce Sinan Aygün, le procureur İhan Cihaner et l'universitaire Mehmet Haberal, sont sous le coup de procédures judiciaires dans le cadre de l'affaire Ergenekon. Ces candidatures ont été très discutées, au sein du parti et en-dehors, certains accusant le CHP d'avoir « pris position » dans l'affaire (8).

Sur le fond, le CHP a clairement adopté un programme social-démocrate. On retrouve désormais dans le comité exécutif du parti des profils « sociaux » comme İzzet Çetin, qui vient du milieu des ONG, ou Faik Öztrak un haut fonctionnaire connu pour ses prises de position en faveur d'une redistribution des richesses. Les discours de Kılıçdaroğlu sont axés sur la lutte contre la pauvreté, la réduction des inégalités et la nécessité de combattre la corruption ; en vedette, l'emblématique proposition de créer une « assurance famille » (*aile sigorta*) pour les populations les plus



défavorisées.

Les autres lignes programmatiques du CHP ont mis du temps à émerger. En cause, le rodage de la nouvelle équipe, mais aussi la réelle résistance de l'arrière-garde kémaliste. Il faut donc rester prudent sur la réalité du changement. Néanmoins, la nature des propositions avancées tout au long de la campagne témoigne de l'ampleur de la mutation en cours. Inspirées par Sezgin Tanrikulu, un avocat d'origine kurde spécialisé dans les droits de l'Homme, les propositions sur la question kurde sont révolutionnaires à l'échelle du CHP. Rappelons qu'il était inimaginable au sein de ce parti de prononcer le mot « kurde » il y a encore quelques mois. Kılıçdaroğlu propose désormais d'abaisser le seuil de représentation des partis à l'Assemblée (le chiffre de 5% a été évoqué), de mettre en place des cours de langue kurde en option à l'école, de créer une commission d'enquête sur les disparitions enregistrées dans les années 1990. Il a également proposé d'ouvrir les archives portant sur les massacres de 1938 dans la ville de Dersim - rebaptisée Tunceli - ville dont Kılıçdaroğlu lui-même est originaire (9). L'article 66 de la Constitution, qui lie jusqu'à présent la citoyenneté à la turcité, pourrait aussi être modifié avec l'introduction de l'expression « citoyen de la République de Turquie ». D'autres propositions concernent les dossiers noirs du coup d'Etat de 1980. Le CHP propose de changer de constitution (l'actuelle ayant été rédigée par les militaires) et de transformer la prison n°5 de Diyarbakır, symbole des tortures perpétrées dans les années 1980, en musée. Le MGK (*Milli Güvenlik Kurulu* – Conseil national de sécurité), symbole de la tutelle militaire sur la vie politique turque, serait aboli. Le parti envisage aussi des réformes importantes dans le domaine de l'éducation : suppression du caractère obligatoire des cours de religion à l'école, afin de permettre aux écoliers alévis d'y échapper ; suppression du YÖK (*Yükseköğretim Kurulu*-Conseil supérieur d'éducation), autorité qui a souvent été un obstacle aux réformes universitaires ; indépendance et gratuité des universités. Une autre proposition importante concerne la réduction de la durée maximale du service militaire de douze à neuf ou six mois, et la possibilité pour les étudiants de l'effectuer pendant les vacances d'été. Enfin, si le discours diplomatique du CHP trahit une certaine inexpérience, les positions de Kılıçdaroğlu n'en demeurent pas moins claires : retour vers une ligne plus proche des pays occidentaux (Israël compris), de l'OTAN et surtout de l'Union européenne. Le CHP se présente comme le parti le mieux à même d'assurer le succès de la candidature européenne de la Turquie et accuse l'AKP de préférer le Moyen-Orient à l'Europe.

### **Les recettes classiques du MHP**

Fondé dans les années 1960 par Alparslan Türkeş, le MHP prône une synthèse islamo-nationaliste. Le parti se situe à l'extrême-droite de

l'échiquier politique et rassemble un électorat en majorité masculin, issu des populations conservatrices des petites villes anatoliennes, déçus de l'AKP ou laissés pour compte de la croissance économique. Dirigé par Devlet Bahçeli, le MHP est réapparu au Parlement en 1999 après vingt ans d'absence, en remportant 18% des suffrages. En 2002, il a payé dans les urnes le bilan du gouvernement Ecevit auquel il était associé et n'a pas franchi la barre des 10%. Il est revenu à l'Assemblée en 2007 grâce à un score de 14,29 %.

Le MHP rejette aujourd'hui l'idée d'une nouvelle constitution. Il accuse l'AKP d'être un parti corrompu qui lui vole ses idées, dont le slogan « objectif 2023 ». D'un autre côté, le MHP a littéralement copié la proposition du CHP sur l' « assurance famille ». Le parti reste attaché à une rhétorique ultra-nationaliste et anti-kurde qui insiste sur la « fraternité » et « la lutte contre le terrorisme » pour régler les problèmes identitaires en Turquie. En termes de politique étrangère, il continue de voir dans l'Eurasie turcophone le véritable avenir de la Turquie.

Isolé politiquement, le MHP est pourtant au centre de toutes les attentions car la répartition des sièges au Parlement dépend beaucoup de son score. Il déterminera notamment si un AKP majoritaire pourra écrire seul la nouvelle Constitution, ou s'il devra composer avec d'autres forces politiques. Les sondages créditent le MHP d'un peu plus de 10% (10). Il est pourtant dans la tourmente depuis que des vidéos compromettantes de certains de ses membres en compagnie de jeunes femmes ont été postées sur internet, provoquant la démission d'une dizaine de cadres importants. Le MHP parle d'un complot dirigé par l'AKP, voire par la confrérie de Fetullah Gülen, mais l'hypothèse d'un règlement de compte interne n'est pas exclue (11).

### **Le pari kurde de la légalité a-t-il un avenir ?**

Crédité de 5 à 7 % seulement des voix, le parti pro-kurde BDP (*Barış ve Demokrasi Partisi* – Parti de la paix et de la démocratie) a choisi de présenter des candidats indépendants pour contourner le barrage des 10%. Il peut ainsi espérer faire élire jusqu'à 30 députés. Parmi ces candidats on retrouve des poids lourds comme Selahattin Demirtaş, Sabahat Tuncel et Ahmet Türk. Figurent également sur la liste des profils assez religieux, comme Şerafettin Elçi ou Altan Tan, contrebalancés par des personnalités de gauche comme Sırrı Süreya Önder à Istanbul. Contrairement à 2007, plusieurs candidats pro-kurdes se présentent à Adana, Mersin, Izmir et Antalya. Une candidature remarquable est celle de Leyla Zana, qui a passé 10 ans en prison pour avoir parlé en kurde au Parlement turc et exprimé son soutien au PKK.

Outre la nécessité d'une nouvelle constitution, les principales revendications des candidats pro-kurdes concernent le droit à une éducation en kurde, la libération de leurs politiciens emprisonnés, la fin des opérations militaires contre le PKK et l'abolition du seuil des 10%. Le BDP s'est également engagé dans une campagne de désobéissance civile pour forcer le futur gouvernement à s'engager sur la question kurde, organisant de nombreux rassemblements, *sit-ins* et manifestations.

La campagne a également été marquée par la possibilité, pour la première fois en Turquie, de s'exprimer en kurde lors des meetings politiques. Mais les avancées sont fragiles. Plusieurs candidats kurdes sont l'objet de poursuites judiciaires dans le cadre du procès contre le KCK, une organisation soupçonnée d'être la branche urbaine du PKK. Certains d'entre eux pourraient être arrêtés à tout moment, comme les 35 élus de la ville d'Hakkari, emmenés au poste dans la nuit du 24 avril dernier, avant d'être pour la plupart relâchés. Des milliers de personnes ont été arrêtées depuis le début de la campagne de désobéissance civile. En outre, les candidats pro-kurdes ne sont toujours pas à l'abri de l'arbitraire des institutions. Le 18 avril dernier, le YSK (*Yüksek Seçim Kurulu* – Conseil supérieur des élections) a posé son veto, de façon contestable, à la candidature de douze candidats indépendants, dont sept soutenus par le BDP. Si le YSK est revenu sur sa décision, l'épisode révèle la fragilité du processus électoral et suggère le danger toujours présent d'un retour de la violence. Après une période de calme, la situation dans le Sud-est s'est largement détériorée ces dernières semaines ; des affrontements entre le PKK et l'armée turque ont fait des dizaines de morts en Turquie même et dans le Nord de l'Irak.

### **Une myriade de petits partis encore en lice**

Le YSK a autorisé 15 des 27 partis inscrits à présenter des candidats. Sauf surprise, deux ou trois seulement de ces partis accèderont au Parlement. Parmi les petits partis, on retrouve le SP (*Saadet Partisi* – Parti de la félicité), parti islamiste transfuge du RP, crédité de moins de 1% des voix après le décès en février dernier de son leader historique, Necmettin Erbakan. La mouvance islamiste est également représentée par Numan Kurtulmuş, un professeur d'économie, président du SP entre 2008 et 2010 et qui a créé son propre parti, le HAS (*Halkın Sesi Partisi* – Parti de la voie du peuple) suite à un conflit avec Erbakan. On peut aussi mentionner le BBP (*Büyük Birlik Partisi* – Parti de la grande union) dont l'idéologie est proche de celle du MHP, mais dont feu le leader Muhsin Yazıcıoğlu était brouillé avec Alparslan Türkeş. Le parti est désormais dirigé par Yalçın Topçu. Citons encore le DSP (*Demokratik Sol Parti* – Parti de la gauche démocratique), créé en 1985 par Raşan Ecevit, la femme de Bülent Ecevit, alors que celui-ci était emprisonné, et actuellement dirigé par



Masum Türker. Il ne s'est pas allié au CHP comme il l'avait fait en 2007 et ses soutiens ont considérablement diminué.

---

(1) Soit, successivement : le HEP (*Halkın Emek Partisi*- Parti du travail du peuple) ; le DEP (*Demokrasi Partisi*,- Parti de la démocratie) ; l'ÖDEP (*Özgürlük ve Demokrasi Partisi* – Parti de la liberté et de la démocratie) ; le DEHAP (*Demokratik Halk Partisi* – Parti démocratique du peuple) ; le HADEP (*Halkın Demokrasi Partisi* – Parti de la démocratie du peuple) ; le DTP (*Demokratik Toplum Partisi*- Parti de la société démocratique) ; et enfin l'actuel BDP (*Barış ve Demokrasi Partisi* – Parti de la paix et de la démocratie).

(2) Six juges sur onze se sont prononcés contre la dissolution.

(3) Voir Groupe d'Etats contre la corruption (GRECO), *Evaluation Report on Turkey on Transparency of Party Funding*, 26 mars 2010, p. 20.

(4) *Ibid.* p. 7

(5) Impopulaire, elle avait qualifié l'homosexualité de « maladie » en 2010.

(6) Ces députés n'avaient pas soutenu une partie de la réforme constitutionnelle de 2010, notamment l'article qui devait modifier la procédure de dissolution des partis politiques.

(7) L'abstention, prônée par les partis pro-kurdes, avait dépassé les 90 % dans des villes comme Hakkari ou Cizre.

(8) G. Bozkurt, « The crisis awaiting the CHP: 'Ergenekon' », *Hürriyet Daily News*, 25 mars 2011.

(9) En 1937-1938, l'armée turque a brutalement réprimé la rébellion des habitants de la région de Dersim, qui s'opposaient aux lois visant à déplacer les populations dans le cadre d'une campagne de « turquification » de l'Est anatolien ; les massacres ont fait près de 40 000 victimes. Le nom de la province de Dersim a alors été changé en Tunceli. Voir D. McDowall, *A modern history of the Kurds*, London, I.B.Tauris, 2002, p. 209.

(10) Voir « AK Party expected to win 48.9 pct of vote, poll shows », *Today's Zaman*, 1<sup>er</sup> mai 2011.

(11) L'ancien dirigeant du CHP Deniz Baykal a lui même été contraint à la démission en 2010 dans des circonstances similaires, certains observateurs évoquant un complot venu de l'intérieur du parti.

L'Ifri est, en France, le principal centre indépendant de recherche, d'information et de débat sur les grandes questions internationales. Créé en 1979 par Thierry de Montbrial, l'Ifri est une association reconnue d'utilité publique (loi de 1901). Il n'est soumis à aucune tutelle administrative, définit librement ses activités et publie régulièrement ses travaux. L'Ifri associe, au travers de ses études et de ses débats, dans une démarche interdisciplinaire, décideurs politiques et experts à l'échelle internationale. Avec son antenne de Bruxelles (Ifri-Bruxelles), l'Ifri s'impose comme un des rares think tanks français à se positionner au cœur même du débat européen.

ISBN : 978-2-86592-889-7

© Ifri – 2011 – Tous droits réservés

Site Internet : [ifri.org](http://ifri.org)

